

Quelques dates pour servir à l'histoire du mouvement nationaliste en France

Cet exposé, qui a pour but de faire revivre certains moments d'un passé toujours d'actualité, est exclusivement consacré aux hommes, journaux et partis principaux qui se sont réclamés ouvertement du nationalisme.

Avril 1886: Édouard DRUMONT fait publier son livre « La France juive – Essai d'histoire contemporaine » qui critique avec vigueur les oligarchies financières. La maison Hachette, qui refuse de le mettre en vente, ne pourra empêcher qu'il soit diffusé à 200.000 exemplaires.

Avril 1892: Édouard DRUMONT fonde *La Libre Parole*. Ce quotidien préconisera pour la première fois en notre temps un « socialisme national », doctrine qui se voudra proche des théories formulées antérieurement par Pierre-Joseph PROUDHON, avec en plus un côté chrétien. Ses principaux lecteurs seront des curés de campagne et d'anciens « communards ».

1898: Maurice BARRÈS, anciennement « boulangiste », se présente à la députation dans la circonscription de Nancy comme « socialiste nationaliste », il est battu de peu. Édouard DRUMONT est élu à Alger.

8 avril 1898: Henri VAUGEOIS fonde le Comité d'Action française (de tendance républicaine) dont le but est de regrouper les diverses tendances nationalistes révoltées contre la politique de la III^{ème} République. Charles MAURRAS rallie le Comité et converti ses membres au « nationalisme intégral » (monarchie traditionnelle, autoritaire, héréditaire, antiparlementaire et décentralisée).

15 juillet 1899: Naissance du bulletin bimensuel *L'Action française*. Ses principaux co-fondateurs furent Charles MAURRAS, Jacques BAINVILLE, Henri VAUGEOIS et Maurice PUJO (qui en a conçu le titre).

15 janvier 1905: Transformation du Comité d'Action française en Ligue d'Action française. Chaque adhérent est lié par l'engagement suivant: « Français de naissance et de cœur, de raison et de volonté, je remplirai tous les devoirs d'un patriote conscient (...) Il faut rendre à la France un régime qui soit français (...) Seule la Monarchie assure le salut public et, répondant de l'ordre, prévient les maux possibles que l'antisémitisme et le nationalisme dénoncent (...) Je m'associe à l'œuvre de la restauration monarchique (...) Je m'engage à la servir par tous les moyens ».

1906: Maurice BARRÈS entre à l'Académie française et est élu député de Paris.

21 mars 1908: Lancement du quotidien *L'Action française* qui remplace le bulletin du même nom.

1911: Édouard DRUMONT cède *La Libre Parole* à Joseph DENAIS, député de Paris, jusque-là membre de l'Action libérale populaire, faute de n'avoir pu le transmettre à *L'Action française*.

11 avril 1916: Président de la Ligue depuis sa création, directeur de *L'Action française* depuis son lancement, Henri VAUGEOIS s'éteint. Il avait 51 ans.

5 février 1917: Mort d'Édouard DRUMONT à 73 ans. « *Daudet, Barrès, nous tous, avons commencé notre ouvrage dans sa lumière* », devait dire de lui Charles MAURRAS. Rappelons qu'Édouard DRUMONT est le père de la célèbre formule « La France aux Français ».

16 novembre 1917: La Ligue d'Action française soutient à partir de ce jour, dans son effort de guerre, Georges CLEMENCEAU qu'elle attaquait auparavant violemment. Ce rapprochement se fait au nom de "l'Union sacrée".

Février 1919: Répondant à de nombreuses sympathies, la Ligue d'Action française participe aux élections législatives sur des listes d'« Union nationale ». Elle a seize élus dont Xavier VALLAT et Léon DAUDET, l'instigateur de cette expérience.

22 janvier 1923: Le secrétaire général de la Ligue d'Action française, Marius PLATEAU, est assassiné par l'anarchiste Germaine BERTON, qui sera acquittée à l'issue du procès. Avec Maxime RÉAL del SARTE, Marius PLATEAU avait été un des fondateurs des Camelots du roi (vendeurs bénévoles de *L'Action française*) et avait été cité, lors de la guerre 1914-1918, à l'ordre de l'Armée, ayant été grièvement blessé.

4 décembre 1923: Mort de Maurice BARRÈS à 61 ans.

11 novembre 1925: Scission au sein de la Ligue d'Action française. Plusieurs milliers de ses adhérents la quittent pour fonder « Le Faisceau », placé sous la présidence de Georges VALOIS. L'organe du Faisceau, *Le Nouveau Siècle*, regroupe une des meilleurs équipes rédactionnelles de Paris. Le mouvement (qui se dit fasciste) suscitera un grand engouement.

29 décembre 1926: Le pape Pie XI condamne la Ligue d'Action française, qui subit alors une défection sensible au sein de ses effectifs. Il interdira également aux catholiques la lecture de son quotidien.

1931: Soutien influent de la Ligue à Paul DOUMER, lors de l'élection à la présidence de la République, contre Aristide BRIAND.

6,7,8,9 février 1934: Pour protester contre le scandale STAVISKY qui vient d'éclater, et qui fait suite à beaucoup d'autres, la Ligue manifeste dans la rue. D'autres organisations patriotiques participent à ces manifestations quotidiennes; celle du 6 février fût sanglante (vingt-deux morts et plus de mille blessés parmi les manifestants).

9 février 1936: Mort de Jacques BAINVILLE à 57 ans. Il avait écrit en 1924 une « Histoire de France » et était entré à l'Académie française en 1934. Il avait été un des maîtres à penser de la Ligue d'Action française. Le jour de ses obsèques, Léon BLUM, président du Conseil, passant près du convoi, fut très sérieusement malmené par des royalistes, ces derniers ayant cru à une provocation.

A partir d'octobre de la même année, pour avoir menacé de représailles les parlementaires qui voulaient sanctionner l'Italie à cause de sa campagne éthiopienne, Charles MAURRAS fait huit mois de prison.

18 juin 1936: Dissolution de toutes les organisations patriotiques (dont la Ligue) par le gouvernement du Front populaire.

17 mai 1940: Huit mois après le déclenchement de la seconde guerre mondiale, Paul REYNAUD, président du Conseil nomme le maréchal PÉTAIN, vainqueur de Verdun, vice-président de Conseil; celui-ci, devenu chef du gouvernement demande, à nos adversaires les conditions d'une armistice inévitable.

20 juin 1940: Le maréchal PÉTAIN lance un appel aux Français et dit:

« Nous tirerons la leçon des batailles perdues. Depuis la victoire, l'esprit de jouissance l'a emporté sur l'esprit de sacrifice. On a revendiqué plus qu'on a servi. On a voulu épargner l'effort, on rencontre aujourd'hui le malheur ».

10 juillet 1940: Par 569 voix contre 80, le Parlement donne les pleins pouvoirs constituants au maréchal PÉTAIN, qui devient le chef de l'État français. Précisons que ces élus avaient formé au lendemain des élections de 1936 une majorité de gauche appelé Front populaire. L'opposition extra-parlementaire, représentée principalement par les royalistes et les doriotistes, ralliera également le Maréchal.

30 juillet 1940: Création des Chantiers de la Jeunesse.

13 août 1940: Dissolution des sociétés secrètes.

29 août 1940: Naissance de la Légion française des combattants, en "zone libre", qui regroupe sous l'égide du chef de l'État les anciens combattants de 1914-1918 et de 1939-1940, ainsi que les « volontaires » pour la révolution nationale.

10 octobre 1940: Le chef de l'État déclare: *« Le régime nouveau (...) remettra en honneur le véritable nationalisme, celui qui, renonçant à se concentrer sur lui-même, se dépasse pour atteindre la collaboration internationale ».*

26 octobre 1941: Promulgation de la Charte du Travail.

1^{er} juillet 1942: Mort de Léon DAUDET à 74 ans. Écrivain et journaliste, il avait été l'un des trois théoriciens de la Ligue d'Action française (avec Charles MAURRAS et Jacques BAINVILLE).

11 novembre 1942: A la suite de l'invasion anglo-américaine de l'Afrique du Nord française, les troupes allemandes envahissent la "zone libre".

17 novembre 1942: Le maréchal PÉTAIN délègue pratiquement les pleins pouvoirs à Pierre LAVAL, déjà chef du gouvernement depuis le 18 avril.

20 août 1944: Sur injonction allemande, le maréchal PÉTAIN quitte

Vichy pour Belfort. Puis au début de décembre, il sera emmené à Sigmaringen.

23 août 1944: *L'Action française* cesse de paraître, interdite par les gens de la « Libération ». Précisons que le quotidien, qui tirait à environ 70.000 exemplaires, avait été un des seuls journaux à refuser la subvention périodique octroyée par le gouvernement à de nombreuses publications, dont *Le Figaro*.

27 janvier 1945: Charles MAURRAS est condamné à la réclusion perpétuelle et à l'indignité nationale pour « des intelligences avec l'ennemi » (!!!). Son nom est radié de l'Académie française où il était rentré en 1938.

6 février 1945: Onze ans jour pour jour après la fusillade de la place de la Concorde, Robert BRASILLACH est fusillé à l'âge de 35 ans. Il avait été rédacteur en chef de *Je suis partout* en 1938 et 1939, et de 1941 à 1943; il avait également collaboré très tôt à *L'Action française*.

24 avril 1945: Venant de Suisse, le maréchal PÉTAİN se constitue volontairement prisonnier auprès des « autorités » françaises, et il est interné au fort de Montrouge, près de Paris.

22 juillet 1945: Première audience de procès de l'ancien chef de l'État. Trois semaines plus tard, le Maréchal âgé de 89 ans sera condamné à la dégradation et à la mort. Cette dernière peine sera commuée en détention perpétuelle. Devenu le plus vieux prisonnier du monde, celui qui avait été admis à l'Académie française en 1929, verra son nom rayé de la liste des « Immortels ».

1947: Pour la première fois depuis la « Libération », un livre condamne la législation de l'"Épuration". Son titre "Lettre à François MAURIAC", l'auteur, Maurice BARDÈCHE, beau-frère de Robert BRASILLACH.

L'ouvrage se vend à 80.000 exemplaires en quelques semaines.

10 juillet 1947: Naissance d'*Aspects de la France*. Cette publication dans la ligne de *l'Action française*, défend le « nationalisme intégral ».

16 novembre 1952: Mort à 84 ans du pilier du royalisme contemporain. Outre une vie politique exemplaire dans son ensemble, Charles MAURRAS laisse une œuvre littéraire abondante. Parmi ses principaux livres, citons plus particulièrement « Mes Idées politiques » et « Enquête sur la Monarchie ».

1952: Maurice BARDECHE fonde la revue mensuelle *Défense de l'Occident*, qui sera surtout lue par les nationalistes.

1955: Henry COSTON, l'ancien directeur de *La Libre Parole* (1930-1939) fait publier un ouvrage de documentation « Les Financiers qui mènent le Monde », qui connaîtra 14 éditions.

11 novembre 1955: Un an après sa fondation, la première organisation politique qui « ose » se dire nationaliste depuis la « Libération » tient son premier congrès. Il s'agit du Mouvement Jeune Nation. Animé par Pierre SIDOS, l'organisation est hostile à l'ingérence étrangère et au système capitaliste. Elle prône la restauration de l'État et la défense de l'Afrique française. Son emblème est la croix celtique.

7 novembre 1956: Pour protester contre l'intervention soviétique en Hongrie et la répression à Budapest, plusieurs milliers de patriotes, dont ceux du Mouvement Jeune Nation, toujours en tête, attaquent le siège du Parti communiste « français » à Paris.

25 novembre 1957: Manifestation importante du Mouvement Jeune Nation devant l'ambassade des États-Unis à Paris pour protester contre l'envoi d'armes américaines à nos adversaires en Afrique du Nord.

15 mai 1958: Inquiet du développement de certaines organisations patriotiques, le président du Conseil, Pierre PFIMLIN (qui est en même temps le président du Mouvement républicain populaire) signe à leur rencontre un décret de dissolution. Touché par celui-ci, le Mouvement Jeune Nation est donc interdit. Le mouvement comptait entre 8.000 et 8.500 adhérents répartis aussi bien en France métropolitaine qu'en Algérie.

5 juillet 1958: Le premier numéro du journal *Jeune Nation* paraît. Tous les mois, et ce pendant deux ans et demi, la publication nationaliste dénoncera les dangers de la politique gaulliste.

28 septembre 1958: Lors du référendum (qui revient en fait à un plébiscite) sur le projet de Constitution de la V^{ème} République proposé par de Gaulle, « La Restauration nationale » (*Aspects de la France*) fait voter "Oui", tandis que *Jeune Nation* fait campagne pour le "Non".

1959: Un des journalistes de premier ordre, Jacques Ploncard d'Assac, fait paraître son livre « Doctrines du nationalisme », somme des idées fondamentales qui font la synthèse du national et du social .

6 février 1959: Le Parti nationaliste, créé à l'initiative du journal *Jeune Nation*, tient son congrès constitutif à Paris. La semaine suivante, redoutant son influence sur le cours des événements, le gouvernement gaulliste décide sa dissolution.

18 juin 1963: Pierre SIDOS, trois ans et demi après son entrée dans la clandestinité, un an après son emprisonnement, l'ancien directeur de *Jeune Nation* est libéré. Le même mois, Jean HAUPT lance le mensuel nationaliste *Découvertes*.

6 février 1968: Fondation de l'Œuvre française, strictement nationaliste, par conséquent défavorable à « l'Europe » supranationale et libérale, au mondialisme idéologique et mercantile.

18 mai 1968: A l'appel de la Restauration nationale et du mouvement Occident, 3 à 4.000 patriotes manifestent à Paris pour protester contre la politique gaulliste et les émeutes anarcho-trosko-maoïstes. Ces dernières durent depuis le début du mois, et embrasent presque tout le pays.

31 octobre 1968: Le régime gaulliste dissout Occident, mouvement qui se réclamait du nationalisme. Se battant essentiellement contre le marxisme, l'organisation avait réussi à regrouper, à ses dires, près de 2.000 lycéens et étudiants, répartis à Paris et dans quelques villes universitaires de province. Elle existait depuis quatre ans.

8 mai 1969: Pierre SIDOS, fondateur de l'Œuvre française, se présente comme candidat à la magistrature suprême, sous l'étiquette nationaliste.

15 mai 1969: Le Conseil constitutionnel ne retient pas la candidature de Pierre SIDOS. Bien que ce dernier ait déposé les cent signatures alors exigées de maires et la caution de 10.000F fixée par la loi, dans les temps requis. A la suite de quoi, une réclamation présentée est rejetée.

10,11 Octobre 1970: L'Œuvre française tient son premier congrès à Versailles.